

la personne. À cette image du salut institutionnel-descendant, on pourrait opposer le projet d'un sauvetage citoyen-remontant – n'attendons pas que l'essence soit vendue avec 99,9% de taxes, à son prix «écologique» technocratiquement évalué, pour cesser d'en abuser¹⁴⁸.

Changer ainsi le «sens» du développement durable, pour qu'il ne soit plus autoritaire-descendant mais collaboratif-remontant, c'est avant tout changer l'échelle du développement durable, imposer son passage à l'échelle individuelle. La question de la taille – une taille appropriée à l'action – est importante. Le développement durable est-il un problème de géopolitique (qui nous dépasse) ou un problème de microactions (qui nous concerne)? À l'échelle du géopolitique, on a vu déferler des flux de discours, une marée de littérature grise, des institutions prospères, on a constaté une extraordinaire capacité de la puissance publique à susciter des études et conseils de grande compétence et qualité... pour en mettre en œuvre le 1% symbolique. À l'échelle des microactions, celle du micropolitique, de l'infrapolitique, du subpolitique, se trouve aujourd'hui le politique réel, le niveau de l'action dans le réel.

La révolution du soutenable

La soutenabilité est une troisième révolution, après la première (l'agriculture, au néolithique) et la deuxième (industrielle, du XVIII^e au XX^e siècle). Tous les auteurs sensés, de Lester Brown à Dominique Bourg, affirment que le développement durable n'est pas une révolution *sectorielle* (de l'économie, de l'industrie, de l'agriculture, de la «gouvernance»...), mais une révolution *globale*, civilisationnelle, qui atteint la plupart des aspects de la vie effective des individus.

L'action de terrain, locale, et ses effets induits sur le global fournissent partout le moyen de colorer la grisaille des pouvoirs

avec les couleurs d'un arc-en-ciel délocalisé, où chaque point local conserve et ravive sa couleur, chaque lieu et chaque personne exprime la diversité de ses couleurs. L'authenticité donne à ces couleurs une densité caractéristique. Dans les pays les moins industrialisés, le contraste entre cet arc-en-ciel fragmenté et le gris sombre des pouvoirs gouvernementaux corrompus et autoritaires est plus évident encore. Dans les pays les plus industrialisés, l'authenticité des personnes humaines en recherche de soutenabilité fait contraste avec les gris-vert de la propagande institutionnelle et le vert *bling-bling* de la publicité.

Même le développement peut être réinventé, si on le comprend, avec Amartya Sen, comme « un processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les gens¹⁴⁹ », c'est-à-dire comme l'accès par des individus bien définis à un ensemble de libertés et de capacités elles-mêmes bien définies. Ces libertés impliquent le support des institutions, mais l'essentiel se situe dans les actions individuelles et dans la constitution de microcommunautés. Des éléments de terrain concrets et locaux sont les moteurs de cette forme de développement qui, pour asseoir sa réussite et l'étendre, « recrute » ensuite des appuis institutionnels, s'insère dans le tissu institutionnel existant et, si besoin, dans les fonctionnements de marché.

Il est essentiel de comprendre la différence entre cette approche et celle par laquelle les institutions nationales ou internationales produisent de grands textes supposés « descendre » vers les terrains d'action. Les acteurs et collectifs de terrain fonctionnent en réseau, ils peuvent « se développer » de manière organique, en donnant enfin à la métaphore du développement une signification qui ne soit pas un abus. Les libertés concrètes et les capacités réelles des individus « poussent » sur un terrain propice et développent un réseau de renforcement mutuel dont les éléments sont des comportements humains, des microstructures sociales, des réseaux locaux d'éducation et de formation, des systèmes de soin et de

prévention, des mécanismes visant à maintenir la transparence et l'équité des fonctionnements économiques locaux (éviter la corruption et les abus de position dominante).

Avec la révolution industrielle, une société chaude a succédé aux sociétés froides ; ou, plus exactement, une société produisant exponentiellement de la chaleur a succédé à une société gérant les équilibres, y compris thermiques, comme des cycles. Avant d'être « vapeur » (cheval-vapeur pour mesurer la puissance des machines), le cheval animal consomme (« brûle ») des végétaux, qu'il fertilise en retour par ses excréments. La chaleur de son corps peut même accessoirement réchauffer les hommes. Tandis que, avec le cheval-vapeur, nous nous sommes engagés inconsidérément dans une logique de *combustion des ressources*, qui a pris la place d'une logique d'*intégration aux cycles*. Depuis ce temps-là aussi, un retard civilisationnel (institutionnel, social, culturel) empêche la prise de conscience de cette mutation fondamentale en la dissimulant systématiquement aux regards¹⁵⁰. Nous avons toujours mieux à faire, et surtout « plus urgent », que de nous interroger sur les fondements même du nouveau mode d'habitation de la planète mis en place si vite par l'*Homo sapiens technologicus*.

Le terme « révolution » n'est pas abusif pour parler du soutenable, car il propose une révolution économique, un changement de régime économique. Non pas au sommet, dans la possession et le pouvoir, mais à la base, dans les manières de produire, de consommer, d'échanger et d'innover à partir des usages. La figure fondamentale de cette nouvelle économie sera le cycle, qui remplacera les courbes de croissance. Il s'agira d'une économie qui ne négligera plus l'écologie, une économie où les équilibres qualitatifs, incluant les humains, leurs valeurs, leurs symboliques, et les êtres naturels, de l'atmosphère aux sols, des paysages aux espèces vivantes, deviennent plus importants

que les flux de chiffres financiers qui sont aujourd'hui la seule préoccupation réelle de l'économie. Il s'agit donc incontestablement d'une révolution, au sens de retournement, inversion d'un système de valeurs. On commence à entendre des phrases qui, il y a encore peu, relevaient de l'inouï, du paradoxe, et qui deviendront peut-être des banalités : « Actuellement nous avons deux voitures mais, en faisant des efforts, nous pourrions arriver à n'en avoir qu'une. » Et non plus le contraire : « En faisant des efforts, nous pourrions acheter une seconde voiture. » Au feu rouge, c'est le cycliste qui jette un regard condescendant au chauffeur de la grosse voiture à côté de lui, et non plus le contraire. Penser aux générations futures pourrait signifier choisir d'avoir peu ou pas d'enfants, et non plus fabriquer ces générations futures sans se donner d'autre limite que celle de la préservation de son confort.

L'avènement du soutenable nécessite un changement, et non un aménagement. Cependant, même si nous sommes d'accord pour changer, encore faut-il s'entendre sur la nature du changement proposé. Il faut choisir une option de profondeur pour le changement, parmi les options suivantes :

a) *Une mutation économique*

Adapter l'économie financière actuelle à un nouvel état industriel, en particulier par une modification de la gestion des ressources naturelles et, plus généralement, par l'intégration des externalités¹⁵¹ écologiques – mais pas des externalités sociales.

b) *Une révolution culturelle*

Modifier les modes de vie, les modes de production et de consommation au niveau des individus et des collectifs, pour sortir de l'industrialisme.

c) *Une révolution politique institutionnelle*

Modifier le système économique actuel (économie de marché régulée), qualifié de « capitaliste » ou « libéral », et le système politique qui lui est lié (démocratie).

Non seulement le changement de type *b* me semble être la bonne option du soutenable, la véritable révolution, mais encore je pense que les autres types peuvent être considérés comme des obstacles à ce changement. Rechercher un changement de type *a* signifie vouloir éviter le changement en profondeur que nécessite la révolution du soutenable, en effectuant des aménagements *a minima* du fonctionnement économique actuel. Rechercher un changement de type *c* signifie récupérer les aspirations au soutenable pour sa cause politicienne. On ne peut donc, me semble-t-il, prendre à la lettre les revendications de révolution institutionnelle-économique globale comme préalable ou moyen pour accomplir le changement vers le soutenable. Non pas parce que la révolution du soutenable devrait être moins profonde, moins radicale, mais parce qu'elle est d'une nature différente des réformes économiques (type *a*) et des réarrangements institutionnels (type *c*).

La soutenabilité ne peut être atteinte par les mécanismes de changement que nous connaissons déjà. Elle est essentiellement liée à une nouvelle façon de changer, de construire son existence et de construire les collectifs. Il y a donc peut-être contresens dans la notion même de développement durable institutionnel.

L'idée de changement radical subit une modification d'échelle, celle que suggéraient Emerson et Thoreau, qui, au XIX^e siècle, ont pensé la possibilité d'un autre rapport à la modernité. Le changement de soi produit les changements du monde ambiant qui ne peuvent être directement effectués par l'exercice de la puissance en dehors de soi, contrairement à ce que nous avons cru et essayé jusqu'ici, en produisant de l'idéologie et de la violence, et en nous engageant dans le non-soutenable. Gandhi doit à Thoreau les principes de son action¹⁵². Le vrai responsable des catastrophes écologiques, du Brésil au Bangladesh, de l'Afrique à l'Ouzbékistan, c'est un État impuissant et corrompu et surtout

un système institutionnel porté par une société profondément inégalitaire. Mais il faut aller plus loin. Cette situation repose sur des comportements individuels et non sur des déterminations extérieures. Ne faisons pas l'injure aux peuples de les croire incapables de construire le type de démocratie que nous avons construite en Europe et en Amérique du Nord. Nous sommes au XXI^e siècle, ne raisonnons pas avec la vision du monde du XIX^e siècle. La tragédie écologique de la forêt amazonienne ou celle qui se produit partout dans l'ancien empire soviétique sont des pathologies de la construction des collectifs par les individus et des tragédies dans la construction de soi des individus. Les moyens pour parvenir à cette extinction des soi ne manquent pas : violence, propagande, alcool, négligence totale de l'éducation, abrutissement par la religion, corruption endémique qui décourage toute construction de soi selon des valeurs ou des principes.

Même pour des membres d'un cabinet de conseil dans le domaine de l'environnement, très proche des institutions, comme Nordhaus et Shellenberger, l'essentiel est le changement de soi, la construction de soi comme *self-reliant*, qu'ils expriment en termes d'authenticité de l'individu¹⁵³. Pour eux, cette option n'est pas un rejet du politique, mais la base d'une refondation du politique.

Cette rupture est aussi une rupture avec une conception attentiste du progrès, qui était présente dans les mentalités de l'ère industrielle. Lorsqu'on considère le progrès technoscientifique comme une sorte de loi de l'histoire, une constante de développement relativement stable, on peut en estimer les effets à l'avance, au moins qualitativement et sans donner de date. C'est ainsi que le déploiement de l'industrie nucléaire s'est justifié par l'idée qu'un jour nos descendants sauront gérer les déchets radioactifs que nous ne savons pour l'instant ni gérer ni vraiment stocker. La même conception attentiste du progrès est à l'œuvre dans certaines versions du développement durable, qui attendent

des progrès technologiques à venir les solutions aux questions de l'énergie, du climat, de la restauration des biotopes, etc. Cette posture peut se donner une apparence de dynamisme en affirmant qu'il faut investir pour développer ces technologies salutaires. La solution passerait par une croissance de l'investissement technologique « durable », qui, au passage, produirait tout de suite une croissance économique et, à terme, fournirait une solution technologique pour... continuer à produire et à consommer de la même manière. Raisonner ainsi revient à perpétuer l'âge industriel, l'industrie corrigeant elle-même les défauts de l'industrie.

Une position soutenable ne peut pas être dépendante d'un pari sur l'avenir technoscientifique. Ce principe peut se réclamer de nombreux témoignages récents : nous avons déjà les technologies du soutenable, simplement nous ne les déployons pas à grande échelle et surtout nous ne voulons pas intégrer les évolutions globales et intimes qu'elles impliquent. Par rapport à l'idée courante selon laquelle nous avons besoin d'inventer des « technologies vertes », le projet du soutenable privilégiera la faisabilité, et s'opposera donc à la spéculation futurologique, qui sert souvent à se trouver de bonnes raisons de ne pas faire ce que nous pouvons faire, pour « attendre mieux ».

Une réflexion globale du Worldwatch Institute menée en 1991¹⁵⁴ disqualifiait les « nouvelles technologies », largement à venir, comme solution, et affirmait, ce qui est encore plus vrai aujourd'hui : « Les moyens techniques de bâtir une économie écologiquement saine existent déjà¹⁵⁵. » L'idée clé est celle d'une révolution de l'efficacité (*efficiency*) : développer au maximum et systématiquement la rentabilité énergétique ou fonctionnelle des équipements existants et des nouveaux équipements que l'on conçoit progressivement pour leur succéder, en n'acceptant plus les hauts niveaux de « pertes » qui caractérisent nos technologies et surtout nos usages de nos technologies. Cette solution reste

donc dans la logique technicienne la plus classique : augmenter le rendement énergétique, diminuer les pertes et gaspillages, notamment tous les usages non indispensables, rationaliser les moyens de transports (moins de voitures) et l'habitat (plus compact, pour économiser sur les transports, le chauffage, les approvisionnements, la gestion des déchets, etc.).

Une réflexion de 2008 centrée sur la biodiversité¹⁵⁶ propose une liste de solutions qui peuvent être immédiatement mises en action avec les technologies actuelles. Je ne vais pas en reprendre ici le détail, mais simplement noter deux points qui me semblent essentiels. D'abord, le fait que les actions envisagées ne sont pas institutionnelles – et c'est pour cela qu'elles sont réellement applicables. L'idée suivante porte sur la biodiversité, mais elle me semble généralisable : il ne s'agit pas seulement de voir ce que nous pouvons *sauver*, mais ce que nous pouvons *créer* à partir de ce qui est sauvé. Nous pourrions concevoir notre action de manière ouverte et constructive, et non plus dans la culpabilité et l'ascétisme imposé.

Le soutenable a un sens qui désenchante le développement durable et qui, surtout, nous renvoie à ce que nous pouvons faire, et non pas seulement à ce que nous pouvons espérer de ceux à qui nous déléguons.

Au premier plan, le soutenable est ce qui peut être « supporté » par l'environnement, qui ne détruit pas l'environnement biologique de l'espèce humaine. Ce que les systèmes biologiques qui nous entourent peuvent absorber de ce qui découle de nos activités définit ce qui est pour eux soutenable et qui, par retour, l'est aussi pour nous, puisque nous avons besoin de notre environnement vivant pour vivre. Cette signification s'applique aux ressources non vivantes, par exemple aux matières premières, à l'eau, à l'atmosphère et, par extension, au climat. Le soutenable au sens négatif est ce qui, à terme, ne détruit ni la vie ni ses conditions